Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 3 | 2004

Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable

Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ?

Benoît Lallau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1185>

DOI : 10.4000/developpementdurable.1185

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Benoît Lallau, « Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3 | 2004, mis en ligne le 18 octobre 2004, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1185> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.1185

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ?

Benoît Lallau

- 1 En 1959, Pierre Kalck écrivait, dans ses *Réalités oubanguiennes* : « *Tout effort d'émancipation politique sera dénué de sens tant que les populations intéressées demeureront dans un état de stagnation économique aussi désespérant que celui qui existe ici (...). La difficulté initiale paraît être celle de devoir briser le cercle vicieux de l'immense misère de la masse rurale de ce pays* » (Kalck, 1959, 16). Près d'un demi-siècle plus tard, on parle certes moins d'émancipation que de durabilité, mais la « *difficulté initiale* » de la pauvreté, elle, demeure.
- 2 L'objectif de cette étude est précisément d'analyser comment pauvreté et non durabilité interagissent et se renforcent, empêchant toute amélioration pérenne du bien-être. Et ce à l'aide d'une grille d'analyse proche de l'approche par les capacités, qui permet de reformuler l'interrogation en ces termes : de quelles capacités de choix les paysans centrafricains disposent-ils, de quelle façon en usent-ils, et en quoi cet usage les maintient-il dans une trappe de pauvreté ?
- 3 La première section pose ainsi les bases de l'analyse, sur les plans méthodologique, conceptuel, et empirique. La seconde propose deux applications de l'approche, à la question des choix productifs d'une part, à celle des capacités à l'innovation d'autre part. La troisième approfondit enfin l'idée d'un cercle vicieux associant pauvreté, non durabilité, et capacités de choix.
- 4 En matière d'investigation empirique tout d'abord, loin de l'ambition monographique de travaux plus anciens (Georges, 1960), la méthode privilégiée est résolument qualitative. Elle s'appuie sur des entretiens de type « *récits de vie* » avec des villageois (cf. Nussbaum, 2000), et des entretiens semi-directifs avec des personnes ressources (responsables d'ONG de développement, etc.), ainsi que sur une observation directe. Cette étude se concentre sur les données que nous avons collectées dans deux villages centrafricains¹ : Bingui et Kpanga IV, en Basse Kotto (carte 1).

- 5 Cette méthode d'investigation est adaptée au cadre conceptuel de cette étude, cadre inspiré de l'approche désormais usuelle d'Amartya Sen, en termes de *capabilités* (Sen, 1985, 1992, 2000) - que nous traduisons par l'idée de capacités de choix². Il s'agit de cerner les libertés réelles des habitants de ces villages, c'est-à-dire leurs capacités de choisir entre différentes actions, adoptées en vue d'améliorer le bien-être. La mise en évidence concrète de ces capacités constitue sans doute la principale difficulté d'opérationnalisation de l'approche éponyme (sur ces difficultés : Farvaque, 2003). Nous tenterons de la surmonter en centrant l'analyse sur les stratégies mises en œuvre par les personnes, et pas uniquement sur leurs réalisations effectives.
- 6 En outre, à l'instar de l'approche défendue par Sen, et à la suite de différents travaux récents (Narayan et alii, 1999), il s'agit d'analyser les phénomènes tels qu'ils sont perçus par les intéressés eux-mêmes, et de partir de ce qu'ils valorisent, en fonction de leurs préférences. Cette approche subjective et située du bien-être des personnes se fonde ici sur un classement de ce qui, selon les villageois, « fait la pauvreté », et caractérise au contraire « une bonne situation » (tableau 1)³.

Tableau n°1: Perception de la pauvreté dans la région d'Alindao (Bingui et Kpanga IV), mai 1994

Vision de la pauvreté	Vision d'une bonne situation
Ne pas manger à sa faim (manioc)	Avoir suffisamment à manger (viande)
Etre souvent malade	Pouvoir se soigner
Ne pas vendre ses productions et ne pas pouvoir acheter le nécessaire pour la vie quotidienne	Vendre à un bon prix son manioc, son café, son coton et en retour acheter les biens essentiels à un prix abordable
Ne pas être important dans son village, dans son pays	Etre un <i>kota zo</i> (personne importante) craint et respecté par ses proches
Ne pas savoir lire et écrire	Pouvoir mettre ses enfants à l'école

- 7 Ce classement appelle d'ors et déjà plusieurs remarques. En premier lieu, quatre des cinq critères de pauvreté renvoient à ce que Sen nomme les capacités de base : pouvoir se nourrir, se soigner, vivre de son travail, scolariser ses enfants. Elles peuvent se traduire en indicateurs permettant les comparaisons temporelles et spatiales. Le cinquième est lui *a priori* plus délicat à appréhender, puisqu'il se fonde sur la perception, située et contingente, de ce qui fait « l'importance sociale ». Il renvoie pourtant à l'idée que la pauvreté n'est pas que privation matérielle, qu'elle est aussi marginalité sociale (Sen, 2000).
- 8 En second lieu, la place occupée par chaque critère, mais aussi l'absence de certaines caractéristiques objectives de la pauvreté, devront être approfondies : que révèle sur les capacités de choix la hiérarchie qui ressort des réponses obtenues lors des entretiens ? Concernant plus particulièrement l'absence de certains critères objectifs, relevons en particulier l'omission de toute considération d'accès à l'eau potable - pourtant intégré dans un indicateur agrégé tel que l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH) du PNUD. Et ce alors

même que les maladies véhiculées par l'eau consommée sont nombreuses, que les sources sont rarement aménagées, que la distance entre habitation et point d'eau est non négligeable.

- 9 Il semble donc nécessaire de ne pas se limiter à cette caractérisation de la pauvreté subjective⁴. La conjonction de cette perception, de l'avis des personnes ressources, de nos propres observations et le recoupement avec des données agrégées issues d'études plus globales permet une « objectivation » des réponses subjectives (Farvaque, 2003). Elle autorise ainsi l'élaboration d'une batterie d'indicateurs qui seront non seulement appliqués à ces deux villages, mais qui seront aussi extrapolables à d'autres contextes – aux caractéristiques proches.
- 10 Ces indicateurs s'intègrent dans le cadre conceptuel qui va être présenté et illustré dans la suite de cette première section, au long de laquelle sont étudiées les dotations en capital des villageois, les opportunités qui se présentent à eux et qui leur permettent de convertir leurs dotations en capacités de choix, l'ampleur des risques qu'ils ont à affronter, et enfin les capacités de choix stratégiques dont ils disposent. Nous suivrons ainsi le cheminement qui apparaît dans le schéma de synthèse ci-dessous.

Schéma n°1 : Synthèse du cadre conceptuel

- 11 Au cœur de ce cadre conceptuel, se trouvent donc les capacités de choix, que nous pourrions approcher en tentant de répondre à deux questions liées : tout d'abord, comment les habitants du village se situent-ils au regard des différents critères de pauvreté et de « bonne situation » ? Du fait du nombre trop limité de personnes rencontrées dans ces deux villages, nous ne pourrions ici aller dans le sens de l'établissement d'une typologie, proche du *scoring* proposé par différentes applications de l'approche par les capacités (Klasen, 2000). Ensuite, ces villageois disposent-ils des

capacités nécessaires à l'amélioration de leur bien-être, c'est-à-dire souvent au passage de la pauvreté à la « bonne situation », et si oui quelles stratégies permettent ce passage ?

- 12 Une telle démarche de classement soulève ainsi de nombreuses interrogations, tant conceptuelles que compréhensives, qui constitueront le fil conducteur de la suite du propos.
- 13 La détermination des capacités de choix des individus passe, en premier lieu, par l'approche de leurs dotations en capital⁵. Tant pour les capitaux matériels que pour les capitaux immatériels, il est aisé de montrer la faiblesse des dotations initiales et le manque d'accès aux biens et services qui pourraient induire de nouvelles dotations⁶.
- 14 Concernant le capital monétaire tout d'abord, les villageois ne conservent que très peu d'épargne liquide dans les cases, par peur des vols et du fait de la faible circulation monétaire. Ils n'ont accès à aucun établissement financier, aucune tontine, mais peuvent parfois obtenir des prêts usuraires, pour de faibles montants, auprès de commerçants.
- 15 L'analyse des capitaux physiques met surtout en évidence le caractère manuel des pratiques agricoles. Il n'y a aucun attelage pour la traction animale, le matériel agricole n'est constitué que des *poka* (houe à manche court) et de haches. L'habitat est exclusivement « traditionnel ». Le cheptel se limite au mieux à quelques cabris et poules. Les principaux stocks agricoles sont les tubercules de manioc demeurant en terre et pouvant être rapidement déterrés, en cas de nécessité ou d'opportunité de vente, et dans une moindre mesure, les semences d'arachides, de sésame, etc., conservées en vue des prochains semis.
- 16 Deux éléments sont à souligner concernant le capital naturel. D'une part, les caféiers constituent un élément majeur de différenciation, entre les villages de savane autrefois cotonniers (Bingui) et les villages caféicoles (résidus de forêt dense humide à Kpanga), et, parmi les villageois eux-mêmes, entre « gros » planteurs et « petits » ou non planteurs. Plus généralement, la dotation en capital forestier constitue un facteur important de bien-être : caféiculture, davantage de viande de chasse, de produits de cueillette, de vin et d'huile de palme, etc.
- 17 D'autre part, l'enclavement de ces villages permet un accès assez aisé pour tous au sol et à ses ressources : le défrichement des terres de savane induit l'obtention d'un droit d'usage, pour toute la durée du cycle cultural. Les plantations forestières, nécessitant un travail de mise en culture beaucoup plus important et portant souvent des cultures pérennes, impliquent une reconnaissance par tous du droit à disposer durablement des fruits de son travail. Le principal conflit foncier s'observe à Bingui, où coexistent cultivateurs *Banda* et éleveurs *Mbororo* (qui recherchent eux aussi des terres proches de la piste et suffisamment riches pour produire un fourrage abondant). Feux de pâture détruisant une *yaka*, divagation des zébus et disparition d'animaux constituent les principales manifestations de ce conflit.
- 18 Les dotations en capital naturel ne peuvent toutefois pas être évaluées uniquement de manière quantitative et en termes de droits d'accès. Si le sous-peuplement du Centre-Est centrafricain limite les phénomènes de surexploitation des ressources, le regroupement des villages le long des pistes et le caractère extensif du mode de production dominant induisent une dégradation du capital naturel. Les villageois relèvent en particulier la raréfaction des « bonnes terres » (terres cultivables éloignées du village, progression des savanes à *imperata cylindrica*) et la dégradation de la biodiversité (diminution des

superficies forestières, croissance des maladies des plantes cultivées, en particulier de la mosaïque du manioc, et raréfaction de la viande de chasse).

- 19 La notion de capital humain renvoie ici usuellement à la formation, initiale et continue, et à l'accessibilité des services de santé. Dans aucun des deux villages, il n'y a d'école primaire, la plus proche (bien que fermée) se situant à plus de 30 kms à l'époque de l'enquête. En d'autres termes, à moins d'avoir de la famille dans les gros villages ou à Alindao, les enfants n'ont plus accès à la formation, et seuls quelques adultes savent lire et écrire. Dans ce qui fait la pauvreté (tableau 1), l'école n'arrive qu'en cinquième position, ce qui montre que les villageois n'envisagent plus guère d'ascension sociale via ce vecteur (sur la perception de l'école : Ministère des Finances, 1994)⁷.
- 20 Certains villageois constatent aussi – et déplorent – un appauvrissement des connaissances agricoles empiriques issues des aînés ou de l'encadrement : plus de projets de développement « technique », départ ou désintérêt des jeunes, morts prématurées de maladie.
- 21 La « dotation santé » apparaît en effet très limitée : « le pauvre est souvent malade » (tableau 1). Cette vulnérabilité aux nombreuses pathologies existant dans ces zones humides est bien sûr liée à la faible accessibilité des services de santé : les dispensaires sont éloignés, les soins médiocres sinon indisponibles, les médicaments rares et chers, la vaccination aléatoire, etc. En outre, les malades sont parfois délaissés par leurs proches.
- 22 Ce dernier élément renvoie à la notion de capital social, qui n'est certes pas aisée à appréhender (Bebbington, 1999, Ballet, Dubois, Mahieu, 2004). Elle peut toutefois être abordée comme une « ressource sociale, issue des interactions avec d'autres individus, capable de générer des externalités durables qui affectent la situation économique » (Rousseau, 2003, 15). On peut donc ici l'approcher par le biais de différents indicateurs de relations inter individuelles. Ceux-ci laissent percevoir la faiblesse des dotations des villageois, du fait d'une histoire qui a souvent mis à mal la cohésion sociale, mais aussi d'un contexte de pauvreté qui ne prête guère à l'interaction (cf. infra). La « mauvaise entente » entre individus est souvent évoquée, révélée notamment par les difficultés de la gestion commune des ressources renouvelables telles que le gibier ou le capital forestier (Platteau, 2003). En outre, les solidarités interindividuelles sont perçues comme limitées : abandon, on l'a dit, de certains malades ou vieillards, peu de transferts ville-campagne, faiblesse des moyens financiers pouvant être notamment mobilisés pour le soutien d'un proche, aucune tontine, etc.
- 23 Afin de convertir ses dotations en capital en une « liberté réelle » (selon l'expression de Sen, 2000), l'individu doit rencontrer des opportunités. Sans ces dernières, l'accessibilité d'un important capital naturel, par exemple, ne peut élargir le champ des possibles et ne permet pas d'améliorer, durablement, le bien-être. Ces opportunités sont d'abord marchandes, mais elles sont aussi liées au cadre institutionnel et à l'intervention de développement.
- 24 Les opportunités marchandes dépendent en premier lieu de l'accessibilité géographique du lieu de vie. La carte n°1 montre la situation d'enclavement de ces villages⁸.

Carte n°1 : Localisation de Bingui et Kpanga IV sur la carte IGN de la RCA

- 25 Un indicateur majeur d'intégration aux marchés est sans conteste la production d'une culture dite « *de rente* ». Le coton n'est plus cultivé dans cette région depuis 1992, car de rapport trop médiocre selon les autorités (Lallau, 2003). La commercialisation du café est extrêmement aléatoire, en lien avec l'évolution des cours mondiaux et les turbulences socio-politiques centrafricaines. Quand elle a lieu, elle permet toutefois l'obtention, en un seul versement, d'un revenu relativement important, qui autorise d'autres dépenses que les petits achats courants. Elle est donc déterminante pour l'investissement en matériel agricole ou dans l'habitat.
- 26 Très peu des éventuels surplus vivriers sont vendus localement, chacun produisant à peu près la même chose (manioc, arachide, maïs, sésame et quelques cultures mineures). Comme pour les ventes non agricoles (petit gibier, vin de palme, etc.), les villageois doivent alors, soit compter sur l'hypothétique passage d'un commerçant, soit se déplacer (marchés locaux, Alindao, chantier de diamant). Les ventes sont donc certes assez étales, mais aussi très incertaines.
- 27 Quant aux opportunités d'achats des biens courants, elles sont également rares et, surtout, décevantes (rapport qualité-prix), le commerçant de passage disposant d'un marché captif.
- 28 Les revenus monétaires sont donc très faibles⁹, en particulier à Bingui depuis la suppression de la culture cotonnière, et à Kpanga durant les années de mévente du café.
- 29 Concernant les relations à l'Etat, c'est un sentiment d'arbitraire et d'abandon qui prévaut dans le discours des villageois. On relève en particulier un contraste marqué entre la structure administrative théorique et la réalité de l'absence de l'Etat et de ses représentants légitimes dans ces deux villages, si ce n'est pour des actions de prédation.

- 30 Les paysans ne se sentent en outre guère en sécurité, en particulier lors de leurs déplacements (coupeurs de routes, etc.). Par contre, on relève peu de revendications de type politique dans les discours paysans : absence de critères politiques dans la définition de la pauvreté, pas de souhait exprimé d'une plus grande démocratisation de la société, ... Ceci peut s'expliquer par le primat de l'impératif de survie (manger avant de voter ou s'exprimer) et par l'absence de leadership politique local ou professionnel pouvant induire une « conscience politique » (cf. Sen, 2000).
- 31 Enfin, seule une ONG locale mène encore une activité de développement, à l'aide d'un relais villageois, le « responsable ». Si sa vocation initiale est de promouvoir l'agriculture, ses activités relèvent plus de la prévention sanitaire et de la distribution de médicaments : protection maternelle et infantile, sensibilisation à la santé, projet de pharmacie villageoise à Kpanga.
- 32 Il n'y a donc plus aucune activité de vulgarisation agricole. Il est d'ailleurs significatif que le manque de matériel agricole ne soit pas mentionné parmi les critères de pauvreté (tableau 1) : cela signifie en particulier que la culture attelée semble tellement inaccessible qu'elle n'est même plus envisagée. De même, l'absence des développeurs n'est pas non plus perçue comme un symptôme de pauvreté, ce qui montre que les villageois n'ont pas été, dans une période récente, très sollicités par les projets de développement. Ceci enlève beaucoup de portée à l'argument, trop souvent utilisé, des « séquelles de l'assistance » pour expliquer une certaine passivité des paysans centrafricains (Ministère des finances, 1994). Cette passivité tient plus à l'ampleur des risques et aux capacités réelles détenues par ces paysans.
- 33 Dotations et opportunités permettent l'émergence de capacités de choix, qui sont aussi des capacités à faire face au risque. Inhérent à toute activité humaine, le risque est toutefois plus prégnant dans l'existence du pauvre que dans celle de l'individu jouissant d'une « bonne situation » et va donc davantage influencer ses choix. Ceci permet d'introduire la notion de vulnérabilité : l'individu se sent d'autant plus vulnérable aux aléas que ses capacités de choix sont limitées et que le risque est important (Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004).
- 34 La hiérarchie des risques perçus (tableau 2) confirme le fait que les villageois se considèrent comme pauvres. Ainsi, les risques physiques renvoient aux deux premiers critères de pauvreté (tableau 1). De même, le risque de mal ou de ne pas vendre ses productions est très prégnant dans les discours. La perception du risque magico-religieux renvoie elle à une peur du sorcier, pour partie liée à la faiblesse du capital social – cette peur du sorcier s'accroît avec les tensions sociales. Les risques phytosanitaires ont toujours été assez élevés, mais ils s'accroissent avec la disparition de toute structure d'encadrement et de diffusion d'intrants (non relayée par le marché et les initiatives privées). De tels risques sont certes assez prévisibles, mais il est difficile de s'en prémunir. Enfin, l'intensité des risques socio-politiques ressentis s'est très certainement accrue depuis la guerre civile de 2002-2003, mais dès avant ce conflit, les villageois craignaient pour leur sécurité.

Tableau n°2 : Hiérarchie des principaux risques ressentis (Bingui et Kpanga IV, mai 1994)

1. Risques physiques (sanitaires, alimentaires)

2. Risques de marché
3. Risques magico-religieux
4. Risques phytosanitaires
5. Risques socio-politiques

- 35 Cette perception des risques est aussi accentuée par le poids des aléas du passé. Interrogés sur les ruptures qui les ont marqués, les villageois évoquent des événements relativement récents (ce qui constitue en soi un indicateur de leur préférence marquée pour le présent) : la dévaluation du Franc CFA, la dernière mévente du café (à Kpanga), la suppression du coton (à Bingui). Cette perception est aussi influencée par les aléas plus anciens qui, s'ils ne sont pas cités spontanément, n'en marquent pas moins les capacités actuelles des villageois : migrations précoloniales et razzias esclavagistes, mise sous tutelle coloniale, dictatures après l'Indépendance et, plus généralement, instabilité de l'environnement au sein duquel les individus décident (sur le cycle politique du coton : Lallau, 2003).
- 36 Dotations et opportunités limitées d'une part, risques élevés d'autre part, induisent une vulnérabilité, *i.e.* une difficulté à faire face aux aléas lorsqu'ils surviennent (ou à s'en prémunir), et donc à empêcher, en cas de « coup dur », une dégradation du bien-être.
- 37 Le sentiment de vulnérabilité transparaît dans les discours des villageois. Au travers, d'abord, du critère de pauvreté qu'ils citent systématiquement : ne pas être assuré de manger à sa faim. Ceci montre que même dans ces savanes et forêts humides et *a priori* assez fertiles, chacun se sait vulnérable sur ce plan alimentaire, en particulier en fin de saison sèche. Au travers, ensuite, d'un fort sentiment de réversibilité : le passé l'a montré, rien ne paraît acquis définitivement, les gains de bien-être enregistrés suite à une stabilisation socio-politique ou à une remontée des prix agricoles peuvent être très rapidement perdus. Chacun est conscient de cette réversibilité, même s'il tente de s'en prémunir (cf. infra).
- 38 Tout ceci induit la faiblesse des capacités de choix détenues par les acteurs : trop de risques, trop peu de dotations et d'opportunités ne laissent que peu de marges de manœuvre aux villageois. Toutes les personnes rencontrées se considèrent ainsi comme pauvres, au regard des critères qu'ils définissent eux-mêmes (tableau 1).
- 39 On relève toutefois une certaine hétérogénéité des situations. Selon le village, d'abord : globalement, on retrouve le clivage forêt-savane ; les habitants de Kpanga disposent de davantage de capacités de choix que ceux de Bingui. Ces derniers expriment un plus grand sentiment d'impuissance et de fatalisme. Selon les caractéristiques personnelles ensuite. Il y a d'abord les aptitudes, physiques et intellectuelles, de chacun¹⁰. Entre en compte aussi le statut social des individus. A Kpanga comme à Bingui, il existe des hiérarchies, et donc des positions dominantes. Etre fils de chef rend ainsi plus accessibles certaines opportunités. Par exemple, cela peut aider à devenir le relais du développeur dans le village et donc à profiter plus que d'autres de sa présence. Cet avantage ne doit pourtant pas être surestimé : occuper une place de notable dans ces villages marginalisés ne permet pas l'obtention de capacités de choix très supérieures à la moyenne.

- 40 Pour conclure, notons que la faiblesse des capacités de choix se reflète dans les aspirations des villageois. La « bonne situation » qu'il leur semble souhaitable d'atteindre (tableau 1) repose sur des critères très « prudents », en phase avec la précarité de leurs conditions de vie actuelles : être moins malade, mieux vendre ses productions, être davantage respecté, etc. ; on se contenterait d'un « mieux », qui peut paraître très relatif à l'observateur extérieur, mais qui implique pour les intéressés de ne pas seulement lutter pour leur survie.
- 41 De nouveau, nous sommes en présence de préférences adaptatives. L'approche subjective est ainsi, par nature, liée au contexte d'étude, c'est ce qui en fait sa force, mais aussi sa principale difficulté – celle de l'interprétation et de l'objectivation des réponses collectées. De manière moins subjective, cette faiblesse des capacités de choix est aussi révélée par les stratégies mises en œuvre.
- 42 Les capacités de choix, même limitées, des individus leurs permettent d'élaborer des stratégies productives et d'innovation, qui servent en retour, de révélateur de ces capacités. Elles peuvent être de nature plutôt défensive (maintenir l'existant en se préservant des possibles aléas), ou plutôt offensive (modifier l'existant de manière à améliorer son bien-être ou à faire face à l'aléa).
- 43 Se spécialiser, c'est prendre un risque difficilement envisageable pour des agriculteurs déjà très vulnérables ; au contraire, celui qui désire minimiser les risques diversifie ses activités. Tel est le principe qui fonde, pour l'essentiel, les stratégies productives. Ceci s'observe d'abord dans l'articulation entre production de rente et cultures vivrières : aucune exploitation ne délaisse le vivrier pour se consacrer aux seules productions exportables. C'était autrefois le cas du coton (Yung, 1989), c'est encore aujourd'hui celui du café.
- 44 Tous les planteurs cultivent ainsi le vivrier qui, d'une part leur est indispensable pour l'alimentation, d'autre part permet ponctuellement quelques ventes à même de financer l'achat de biens courants. Le revenu caféier est beaucoup trop incertain pour qu'un paysan prenne le risque de la monoculture, *i.e.* décide de s'approvisionner en vivrier à l'extérieur de son exploitation. En outre, il n'y pas nécessairement concurrence, sur le plan cultural, entre le café et le vivrier (caféières situées à proximité immédiate des cases ou complantées en vivrier). Et lorsqu'il y a concurrence, par exemple du fait d'une insuffisance de main d'œuvre, l'entretien de la caféière est majoritairement délaissé (ce qui ne la condamne pas, c'est là tout l'avantage d'une culture pérenne), en faveur de l'urgence vivrière.
- 45 En outre, le rural centrafricain est pluriactif : agriculteur de subsistance, agriculteur commercial lorsque cela est possible, chasseur, pêcheur, cueilleur, apiculteur, artisan, transformateur, salarié saisonnier parfois. Cela se vérifie dans les deux villages, en particulier à Kpanga, l'écosystème forestier offrant davantage d'opportunités non agricoles.
- 46 Mais ces activités sont d'abord liées à la faiblesse des revenus monétaires (cueillir ou transformer soi-même ce que l'on ne peut acheter), et, activités pratiquées par tous, elles rendent l'échange inutile et freinent les phénomènes de différenciation. Et c'est en cela que cette pluriactivité peut être qualifiée de « misérable » : elle nivelle les situations et les revenus, mais doit permettre aux villageois de subvenir eux-mêmes, quels que soient les aléas des marchés, à une majorité de leurs besoins essentiels. Plutôt qu'un « revenu

universel » (Ballet et Mahieu, 2003), elle tend à assurer une couverture minimale des besoins.

- 47 La pluriactivité n'implique pourtant pas une grande diversité de plantes cultivées. Le manioc est la culture vivrière majeure et la principale denrée alimentaire. Il occupe exclusivement les deux dernières années du cycle cultural (qui n'en compte que trois). Il n'est pas une parcelle où l'on ne trouve, à un stade ou un autre, du manioc. Ce primat est tout à fait perçu par les villageois. Certains, à Bingui, regrettent la « diversité d'autrefois » et la disparition, liée, des jardins de case. Cela constitue effectivement une dégradation du capital naturel. Là encore, la diversité des plantes cultivées demeure plus importante à Kpanga, l'écosystème forestier favorisant la culture des bananiers, du maïs, etc.
- 48 Divers éléments d'explication de ce primat peuvent être avancés. Tout d'abord, le manioc « remplit les estomacs », ce qui est très important, au regard de la peur de manquer qui transparaît dans les discours villageois. Ensuite, le manioc offre parfois des opportunités non négligeables de vente pour les éventuels surplus de production.
- 49 Enfin, sa culture permet de faire face à une forte contrainte de travail : la main d'œuvre disponible est limitée, du fait de la taille réduite des ménages (2,5 actifs par ménage, en moyenne), de l'exode rural ou encore du mauvais état sanitaire ; les techniques sont manuelles, démultipliant peu l'effort humain ; le travail agricole est enfin soumis à des pics de travail, notamment en début de saison des pluies. Or, le manioc est d'une culture aisée, se satisfait de sols peu fertiles et peut rester en terre une fois parvenu à maturité, à l'abri des feux et des dégradations animales.
- 50 Ce tubercule satisfait donc à deux impératifs auxquels sont confrontés les paysans : il accroît les chances de survie grâce à son rôle contre-aléatoire et il réduit la charge de travail agricole.
- 51 Innover, c'est prendre un risque. Poser une telle évidence n'épuise bien sûr pas l'analyse. La vraie question est plutôt celle-ci : les villageois se sentent-ils capables de prendre ce risque ? Les éléments de réponse sont à rechercher du côté du comportement individuel, mais aussi dans les éventuelles dynamiques collectives.
- 52 Les derniers développeurs en activité, confrontés aux limites des pratiques agricoles perpétuées dans ces savanes, fondées sur l'itinérance culturelle¹¹, ont tenté de proposer un modèle à même de fixer les cultures en reconstituant les conditions proches de celles de l'écosystème forestier d'origine. Et ce grâce au recours au paillage, aux haies vives, à l'utilisation d'engrais verts, à une optimisation des associations culturales, etc. Des expérimentations réalisées en milieu villageois sont concluantes, mais les habitants de Bingui et Kpanga se montrent réticents à toute mise en œuvre.
- 53 Une mobilisation de l'approche par les capacités permet de mieux comprendre ce refus. Dans un contexte de risque élevé, se sentant vulnérable, l'individu privilégie les investissements à retour rapide et de montant (monétaire ou en temps de travail) peu élevé. Cette forte préférence pour le présent joue un rôle majeur dans l'attitude adoptée face aux rares opportunités de « modernisation ». Le système technique proposé paraît certes privilégier les technologies dites douces, mais sa logique sous-jacente de sédentarisation conduit en fait à une transformation radicale du système actuel. Le risque d'une remise en cause du fragile existant, et donc de la survie même, bride la capacité d'adoption (ou d'adaptation) de ces pratiques.

- 54 Dans les deux villages, les attentes en matière d'innovation technique sont d'ailleurs très limitées. Ainsi la présence de « modernisateurs » n'est-elle pas synonyme de « bonne situation » (Tableau 1). Une fois encore, Kpanga paraît pourtant disposer de conditions plus favorables à une telle adoption, du fait du développement plus important de la caféiculture, qui induit une certaine sédentarisation - tout au moins dans les parcelles forestières. Mais cette dotation en capital naturel et physique n'est que l'une des dotations créatrices de capacités, elle ne permet pas, à elle seule, de créer une demande d'innovation.
- 55 En outre, la demande d'innovation est souvent portée par un ensemble d'individus, réunis au sein d'un groupement. Encore faut-il qu'un tel groupement parvienne à émerger et perdurer. Ce n'est pas le cas dans ces villages du fait, pour l'essentiel, de dotations en capital social et d'opportunités à exploiter en commun insuffisantes.
- 56 Les expériences passées confirment le « manque d'entente » : détournements dans les caisses des « GIR » (Groupements d'intérêt rural), conflits, manque de leaders locaux, etc. Le seul groupement encore en activité est le GIR-café de Kpanga. Il ne commercialise plus le café, ce qui était sa vocation première, et ne parvient pas à s'orienter vers d'autres missions. Ainsi, après l'échec d'un groupement d'achat, un projet de pharmacie villageoise achoppe, principalement, sur la question des cotisations et sur celle du partage des responsabilités.
- 57 L'innovation agricole se mène donc seul, ce qui accroît le risque lié. Non seulement il faut faire face aux risques « techniques » inhérents à la phase de transition d'un système à l'autre, mais il faut aussi affronter la jalousie vis à vis de celui qui se différencie, ce qui représente une nouvelle perte de capital social. Ainsi, dans le cadre du système technique proposé, l'action commune est indispensable (puisque innover seul conduit à une perte de capital social difficile à assumer), mais impossible (du fait de l'insuffisance initiale des dotations en capital social).
- 58 A ceci s'ajoute le manque d'opportunités marchandes. Le mode de fonctionnement des GIR était autrefois source d'opportunités « communes » (octroi d'une ristourne). La commercialisation de l'ensemble des productions étant désormais libéralisée, une telle incitation au regroupement n'existe plus. En outre, la faiblesse de l'intégration aux marchés bride l'émergence de velléités d'exploiter en commun des intérêts qui sont, justement, quasi inexistantes. Autres opportunités manquantes : un cadre institutionnel stable, une présence relativement dense de développeurs, et une structuration professionnelle englobant et relayant les initiatives locales.
- 59 Dans de telles conditions, un groupement a peu de chance, sinon de survivre, tout au moins de mener des activités effectives de promotion de l'innovation : le GIR de Bingui a disparu en même temps que le coton ; le GIR de Kpanga demeure pour l'essentiel une « coquille vide ».
- 60 Les stratégies défensives étudiées jusqu'ici, si elles permettent pour partie de contrer les incertitudes des marchés, ne suffisent pas pour faire face à un choc majeur (décès dans le ménage, maladie, incendie, amende, etc.). Lorsqu'un tel aléa survient, l'individu réagit, se sachant vulnérable, en s'attachant à sa survie plus qu'à la possibilité de transformer une crise en opportunité de croissance et d'accumulation. Priment alors des logiques de décapitalisation, qui par effet retour, diminuent encore les capacités de choix. Le tableau 3 synthétise les modalités, plus ou moins accessibles, de gestion du risque.

Tableau n°3 La gestion du risque : Les actions accessibles aux villageois

	Ex-ante : Réduction des risques et/ou de leur incidence	Ex-post : Réactions face au risque
Capitaux physiques et monétaires	Achat de matériels agricoles et d'intrants Epargne de précaution Diversification des activités	Revente de matériel et de stocks agricoles Utilisation de l'épargne
Capital naturel	Préservation des écosystèmes et gestion de la fertilité	Accentuation de l'exploitation des ressources
Capital humain	Vaccination, prévention Scolarisation, formation	Réduction des dépenses de santé, dépenses scolaires et de formation Réduction de la consommation courante Exode rural temporaire, définitif
Capital social	Appartenance à un réseau social Constitution d'une assurance informelle	Prédation Recours à l'assurance informelle

- 61 L'épargne monétaire est très réduite et ne peut donc suffire en cas de besoin impérieux. Ce sont les capitaux matériels qui sont alors mobilisés. Mais s'ils contribuent à financer un événement exceptionnel, ils ne permettent pas d'affronter une succession d'aléas. Il en est ainsi de la vente des quelques cabris possédés, ou de la récolte précoce des tubercules de manioc. Quant au matériel agricole, une décapitalisation est impossible, faute de capital.
- 62 Le capital naturel se détériore du fait des stratégies défensives (logiques extensives, statu quo technique), mais cette dégradation s'amplifie dès lors qu'il s'agit de réagir aux aléas. Or, ceux-ci sont nombreux, d'où une détérioration importante des écosystèmes et une tendance à la surexploitation des ressources. Ainsi, la suppression de la culture du coton a-t-elle conduit les habitants de Bingui à rechercher d'autres sources de revenus, notamment en accroissant leurs activités cynégétiques. Le gibier se raréfie, et cette source alternative de revenus se tarit, elle aussi. De la même façon, le mauvais état de santé, voire la disparition prématurée d'un membre du ménage, incite à économiser le temps de travail, avant toute autre considération : pour limiter le temps de trajet, on raccourcit la jachère des terres proches du village, ce qui conduit à l'épuisement des sols ; on coupe des arbres sans s'occuper de replantation. L'urgence de l'aléa détruit donc le capital naturel.
- 63 Par ailleurs, la survenue d'aléas se traduit souvent par une diminution des dépenses de santé et des achats de consommation qui contribuent indirectement à la santé (viande) ou à la formation (piles pour la radio), par une suppression des investissements dans la scolarisation des enfants, ou encore par une fuite - des jeunes souvent - hors du village (cf. *infra*).

- 64 Enfin, en matière de capital social, face à l'aléa, soit le villageois fait jouer un mécanisme d'assurance informelle, soit il se livre à la prédation. Ces deux solutions l'enferment souvent dans une dynamique de régression du capital social. Ainsi, les modalités d'assurance informelle, relativement peu développées (peu de solidarités familiales, pas de tontine, une entraide basée sur une stricte réciprocité), se heurtent à la fréquence et l'ampleur des aléas : certains concernent simultanément une majorité de villageois (mévente des productions), d'autres sont trop fréquents pour que les moins chanceux puissent trouver une aide auprès des plus chanceux (pathologies). En tous les cas, on constate une rapide « usure » des possibilités de recours familiaux ou amicaux. L'attitude de prédation est aussi liée à l'insuffisance de ce capital social : face à un besoin monétaire urgent, on se sert dans la caisse du groupement sans crainte de sanction majeure ; on sollicite l'aide des proches sans leur apporter son appui en retour, en cas de besoin ; on vole dans le champ du voisin, etc. Cette attitude de prédation induit un climat de méfiance généralisée, une exacerbation de l'individualisme et des vengeances magico-religieuses.
- 65 La notion de cercle vicieux permet de mettre en évidence l'interaction entre la pauvreté et la non durabilité. Cette notion de durabilité recouvre, « classiquement », deux idées : être durable, c'est d'abord induire un développement des capacités de choix des individus, c'est ensuite permettre une transmission de ces capacités aux générations futures. C'est-à-dire, pour l'essentiel, leur transmettre des dotations en capital qui leur permettront à leur tour de penser et de mettre en œuvre des stratégies d'amélioration du bien-être. Pour bien comprendre cette interaction, il semble utile de revenir sur le rôle central joué par le capital naturel, puis sur la nature des capacités de choix. Ceci conduit à s'interroger sur la réversibilité des forces ici à l'œuvre.
- 66 Les dotations en capital naturel constituent un élément clef de la durabilité en agriculture. Cette étude montre que l'insuffisance des autres dotations en capital (physique et monétaire, humain, social) constitue un frein à de « bonnes » pratiques environnementales, et qu'en retour, la dégradation des écosystèmes limite l'accumulation de ces types de capital.
- 67 Ainsi, l'insuffisance des dotations en capital humain rend souvent illusoire la durabilité environnementale : l'individu en mauvaise santé et conscient de sa grande vulnérabilité face à de nombreuses pathologies, ne va pas privilégier la mise en œuvre de pratiques d'agroforesterie par rapport à la perpétuation du système extensif actuel ; il est peu à même physiquement (faiblesse) comme psychologiquement (primat de l'immédiateté) de fournir l'investissement de travail nécessaire. En outre, l'école puis, plus tard, la formation dispensée par des « développeurs » pourraient aussi contribuer à sensibiliser à l'importance des considérations environnementales, à diffuser des techniques de lutte anti-érosive, etc.
- 68 Sans capital humain donc, pas d'accumulation de capital naturel. Il en est de même pour le capital social. La préservation d'un bien commun tel qu'un écosystème forestier ne peut être assurée par un individu seul, elle doit être prise en charge par une communauté d'individus (Platteau, 2003), pour autant que ces individus parviennent à s'entendre et à organiser des actions communes. Ceci est rarement le cas à Bingui et Kpanga : chacun y tend à surexploiter le sol et les ressources qu'il porte, et personne n'y paraît capable de susciter et de mener à bien une initiative de préservation.

- 69 La faiblesse de l'épargne, enfin, empêche d'affronter les aléas sans surexploiter le milieu, ne permet pas aux individus cet allongement des horizons requis par les préoccupations environnementales.
- 70 En retour, les dégradations environnementales limitent l'accumulation de capital humain, contribuent à accroître les tensions sociales et empêchent de nouvelles dotations physiques et monétaires.
- 71 Ainsi, la préservation de l'écosystème forestier donne l'accès à davantage de diversité alimentaire (viande) et à une biodiversité utilisée pour les remèdes de pharmacopée. A l'inverse, la raréfaction des ressources conduit, inévitablement, à une diminution des dotations en capital humain.
- 72 De même, cette raréfaction accroît les tensions sociales, non seulement entre éleveurs *Mbororo* et agriculteurs *Banda* (« ils nous prennent toutes les bonnes terres »), mais aussi entre agriculteurs.
- 73 Enfin, l'appauvrissement des écosystèmes induit une diminution des opportunités d'activités et de revenus (moins d'épargne dégagée), mais aussi une régression des capacités d'accumulation de capital physique (dégénérescence des plants de manioc et des caféiers par manque de renouvellement).
- 74 Ces conséquences des dégradations environnementales amenuisent donc, par un effet de retour négatif, les capacités de choix des villageois et les possibilités de transmission intergénérationnelle du capital naturel. La question des capacités de choix a elle aussi une place centrale dans l'analyse de ces interactions. Elle conduit à mettre en évidence ce qu'il convient d'appeler les paradoxes de la pauvreté.
- 75 La question n'est pas nouvelle : faut-il aider le plus pauvre, ou faut-il privilégier « celui qui s'aide » ? C'est-à-dire, ici, celui qui dispose de la capacité de s'aider, grâce à des dotations en capital et des opportunités relativement conséquentes, et qui donc réagit « positivement » aux propositions du développeur. A l'inverse, le paysan pauvre, en privilégiant le statu quo et l'immédiateté, va à l'encontre des objectifs des intervenants extérieurs, orientés vers l'innovation et l'investissement. Il n'est donc pas un « sujet » intéressant pour un développeur en quête de résultats.
- 76 L'exemple de Bingui est assez significatif de ce paradoxe. Les villageois demeurent passifs face aux propositions d'innovation technique. L'ONG impliquée décide alors d'interrompre son intervention, en faveur de villages jugés plus dynamiques. Cette interruption, causée par la faiblesse des capacités de choix des villageois, réduit à nouveau les opportunités accessibles et, partant, ces capacités.
- 77 De même, si l'ouverture des marchés est souvent considérée comme un facteur important de réduction de pauvreté (PNUD, 2003), elle ne peut l'être que si et seulement les pauvres disposent des capacités suffisantes pour se saisir de ces opportunités. En particulier, être réactif face à une opportunité de vente (hausse du prix des arachides) nécessite d'être doté de suffisamment de capital humain (main d'œuvre, état de santé, formation), de capital social (appuis familiaux, pas de jalousies « dangereuses »), de profiter d'une relative stabilité institutionnelle, etc. Cela implique aussi une certaine résilience (définie comme résistance aux aléas), afin d'éviter de sacrifier l'avenir pour faire face à l'urgence (vendre trop d'arachides par rapport aux besoins des prochains semis).
- 78 En somme, le « cercle vertueux de l'intégration aux marchés » ne peut s'enclencher que lorsque les capacités de choix permettent de faire face, sans hypothéquer l'avenir, aux

opportunités marchandes. Le marché, seul, ne peut conduire à une amélioration durable du bien-être (Sen, 2000).

- 79 On pourrait multiplier les illustrations de cette interaction maintenant les habitants de ces villages en situation de pauvreté. Mais il paraît plus utile de se pencher sur les possibilités de sortie de cette « trappe ». Ceci revient d'abord à s'interroger sur le caractère réversible ou non des décapitalisations.
- 80 Tout d'abord, la dégradation du capital naturel est, dans ces savanes et forêts humides et sous-peuplées, pour partie au moins réversible. Ainsi, la déforestation ne paraît pas inexorable. L'absence de feu de culture et surtout de chasse peut permettre un recré rapide. En outre, paradoxalement, la surexploitation pastorale conduit aussi au développement d'un couvert arboré, par un enchaînement désormais bien connu (Boutrais, 1980, 242) : moins de tapis herbacé, donc des feux moins violents et une strate boisée moins affectée. Il demeure d'une part que la biodiversité semble atteinte, et que les ressources en gibier, en particulier, sont durablement amoindries, d'autre part que si elle paraît possible grâce au sous-peuplement, la préservation de cette biodiversité n'est aucunement engagée à ce jour.
- 81 Ensuite, la décapitalisation « humaine » est assez largement irréversible, comme le montrent des indicateurs tels que l'espérance de vie à la naissance : environ 45 ans. La réalité observée dans les villages va souvent au-delà des chiffres officiels, en particulier concernant la mortalité infantile : 152‰ en Basse-Kotto en 2000 (Ministère du Plan et de la Coopération internationale, 2001), un sur quatre environ à Bingui et à Kpanga. Dans le domaine scolaire, le non accès à l'école induit souvent un analphabétisme définitif, du fait de l'inexistence de dispositifs de formation pour adultes. Le coût élevé de la scolarité (envoyer ses enfants en ville) est rédhibitoire pour ces paysans pauvres, l'irréversibilité devient alors intergénérationnelle. Enfin, les jeunes ayant suivi une scolarisation secondaire rejettent souvent la vie rurale et le travail agricole, l'accumulation de connaissances étant donc peu valorisée au niveau des villages.
- 82 Concernant la réversibilité des dégradations sociales, la question, complexe, peut être formulée ainsi : sous quelles conditions pourrait-on envisager un « *développement socialement durable* » ? Grâce à un « développement » tout d'abord. On l'a vu, les tensions sociales se nourrissent de la chute des opportunités et de la détérioration des dotations en capital (naturel, physique, humain). Une politique publique de lutte contre la pauvreté pourrait contribuer à inverser ces phénomènes. Sous réserve, ensuite, que ce « *développement* » *n'accroisse pas, de nouveau, les tensions sociales, ce qui sous-entend que ces interventions extérieures adoptent un « principe de précaution sociale »* (Ballet et Mahieu, 2003) : susciter et encadrer des dynamiques collectives, favoriser la concertation entre pasteurs et agriculteurs, éviter que les phénomènes de différenciation, liés à la capitalisation et la spécialisation de quelques exploitations, ne conduisent à une marginalisation plus grande encore de la majorité des villageois, etc.
- 83 Sans une telle politique, il est difficile d'envisager que les dégradations du capital social ne soient pas irréversibles à l'échelle d'une vie humaine et, au moins pour partie, intergénérationnelles.
- 84 Souvent, la réversibilité des dégradations n'est plus envisagée par les villageois eux-mêmes ; la solution réside alors dans la « fuite », hors des réalités matérielles des villages : fuites physiques d'abord, fuites d'ordre magico-religieux ensuite.

- 85 On a une idée encore imprécise des migrations internes en RCA, faute d'étude fine, mais à Bingui et Kpanga, la sortie de pauvreté ne s'envisage souvent que *via* un départ, définitif ou non, du village.
- 86 Le travail à l'extérieur de l'exploitation constitue une autre modalité de pluriactivité, mais les opportunités locales de salariat sont rares. C'est donc le plus souvent à Kollo (nord de Mingala), que les jeunes (plus de la moitié, à Bingui) se rendent, durant la saison sèche, afin de travailler comme manœuvres dans le chantier diamantifère. L'estimation des sommes ainsi gagnées est malaisée. Tout au plus pouvons-nous affirmer qu'elles permettent d'une part de survivre sur place, d'autre part de ramener au village un objet symbole d'une relative aisance, comme un poste de radio. Et ce au prix d'une santé souvent atteinte.
- 87 L'exode rural, c'est-à-dire le départ définitif ou pour une longue durée du village, est moins important à Kpanga du fait des opportunités caféières, qu'à Bingui, mais il concerne en moyenne entre un jeune sur trois et un sur quatre. On peut aussi rencontrer des jeunes qui aspirent au départ, mais sans perspective d'emploi ou de logement en ville, demeurent au village mais ne s'impliquent pas dans les activités productives.
- 88 Qu'ils soient donc ponctuels, de longue durée ou définitifs, ces départs constituent une perte de capital humain pour le village (moins de jeunes en âge de travailler et de s'approprier les savoirs locaux).
- 89 Une dernière « fuite », plus intérieure celle-là, est certes difficile à appréhender, mais n'en est pas moins prégnante dans les comportements, il s'agit du recours à la causalité magico-religieuse. Il s'observe dans le fatalisme face aux maladies, dans les réactions observées en cas de choc marchand ou productif, dans le nombre de cas de sorcellerie dans les conflits opposant les villageois (environ un sur deux à Kpanga et Bingui) : si l'on est malade, si le champ brûle, si le manioc est atteint par la mosaïque, etc., c'est que Dieu le veut, ou que quelqu'un en veut à la personne concernée ; en tous les cas, cela la dépasse.
- 90 Cette tendance à la « *déresponsabilisation* » est étroitement liée aux capacités de choix : ces dernières paraissent tellement limitées que l'on tend à penser que tout ce qui arrive est le fruit de forces exogènes, sur lesquelles il n'est guère possible d'influer. Le recours au magico-religieux ne deviendra donc moins systématique que lorsque le cercle vicieux de la pauvreté et de la non durabilité aura été brisé.
- 91 Que retenir de tout ceci, sur les plans tant conceptuel et méthodologique qu'analytique ?
- 92 Sur les plans conceptuel et méthodologique tout d'abord, cette étude contribue à l'opérationnalisation de l'approche par les capacités, en appréhendant les capacités de choix par le biais d'une combinaison d'éléments, tant subjectifs qu'objectifs, collectés sur le terrain. Ont ainsi été associés les critères du bien-être, tels qu'ils sont valorisés par les villageois, les stratégies mises en œuvre par ces derniers, et leurs réalisations, c'est-à-dire les réussites et les échecs de ces stratégies.
- 93 Ce dernier aspect se rapproche de la notion de *refined functioning*, qui renvoie dans l'approche par les capacités à ce que l'on veut faire et que l'on réussit à faire (Farvaque, 2003). En outre, il apparaît fondamental d'étudier finement le résultat des stratégies, les échecs éventuels, les erreurs commises, car tout ceci renseigne sur les libertés réelles des individus, même s'il demeure toujours une part plus ou moins grande de responsabilité individuelle dans l'erreur – part plutôt limitée dans un contexte de grande précarité.

- 94 Au total donc, les stratégies des personnes, depuis les objectifs poursuivis jusqu'aux résultats effectifs, constituent un bon *proxy* des capacités de choix, surtout lorsque l'éventail des possibles est limité, comme c'est le cas ici.
- 95 Sur le plan analytique, on a donc mis en évidence d'existence d'un cercle vicieux liant étroitement pauvreté et durabilité. A ce niveau, deux idées forces se dégagent de l'étude.
- 96 Tout d'abord, il ne peut y avoir réversibilité des dégradations, notamment environnementales, sans intervention extérieure. Les populations locales ne disposent en effet pas des capacités de choix nécessaires à une sortie autonome de pauvreté, à un passage à une « *bonne situation* ». Les stratégies que les personnes élaborent et tentent de mettre en œuvre leur permettent certes, dans certains cas, de perpétuer l'existant, mais cela se fait parfois au détriment de la durabilité. Dans d'autres cas, elles ne peuvent empêcher de nouvelles dégradations de bien-être.
- 97 Ensuite, la finalité de cette intervention extérieure pourrait être de conforter une voie paysanne de développement, de contribuer, donc, à redonner aux ruraux pauvres les capacités d'être paysan. Il ne s'agit certes pas d'idéaliser « *le paysan* » mais d'insister sur ce qui fonde les économies paysannes (Haubert, 1999) : Il est intégré localement (cohésion, hiérarchies), ce qui renvoie au développement socialement durable ; il est intégré globalement (opportunités marchandes, cadre institutionnel), ce qui peut permettre une accumulation pérenne de capital dans son exploitation ; il se soucie de l'avenir, ce qui d'une part l'incite à préserver voire accroître ses dotations en capital (notamment naturel), ce qui d'autre part l'introduit dans une dynamique intergénérationnelle, propre de la durabilité.
- 98 Les *réalités centrafricaines* sont telles que les habitants de Bingui et Kpanga ne sont pas, ou plus, aujourd'hui des paysans. Ils ne le deviendront, et ne parviendront à s'extraire du cercle vicieux de la pauvreté et de la non durabilité, que sous deux conditions majeures. D'une part lorsqu'une intervention publique suffisamment dense sera rendue possible par une amélioration du climat socio-politique centrafricain et par un accroissement des financements extérieurs. D'autre part lorsque l'intégration des ruraux centrafricains aux marchés - nationaux et mondiaux - sera moins paupérisante et moins défavorable à la durabilité. La démarche adoptée ici conduit à sciemment obérer cet autre aspect, non moins fondamental, de l'analyse de la pauvreté rurale (CNUCED, 2003).
- 99 Lorsque ces deux conditions seront réunies, ces villageois disposeront des capacités nécessaires pour assurer la durabilité de leurs exploitations, pour provoquer, par leurs stratégies, une amélioration pérenne de leur bien-être. D'ici là, ils survivront.

BIBLIOGRAPHIE

BALLET J., DUBOIS J-L., MAHIEU F-R., 2004, A la recherche du développement socialement durable : concepts fondamentaux et principes de base, *Développement Durable et Territoires*, Dossier n°3, février.

- BALLET J., MAHIEU F-R., 2003, La soutenabilité sociale des politiques de lutte contre la pauvreté, in Dubois J-L., Lachaud J-P., Montaud J-M., Pouille A., dir., *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, 287-301.
- BEBBINGTON A., 1999, Capitals and capabilities. A framework for analysing peasant viability, rural livelihoods and poverty, *World Development*, 27 (12), 2021-2144.
- BEINA D., 2000, *Identification et hiérarchisation des pressions humaines et analyse de la durabilité des systèmes d'exploitation*, Stratégie nationale et plan d'action en matière de diversité biologique, Bangui, 47.
- BOUTRAIS J., 1980. L'arbre et le bœuf en zone soudano-guinéenne, *Cah. ORSTOM, série Sciences humaines*, vol. XVII, n°3-4, 235-246.
- CNUCED, 2003, *Le développement économique en Afrique, Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*, Nations Unies, Genève.
- FARVAQUE N., 2003, *Les tentatives d'opérationnalisation de l'approche par les capacités et la place de l'évaluateur*, ENS Cachan, UMR Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie, Documents de travail, Série Règles, Institutions, Conventions, n°03-07, septembre.
- GEORGES M., 1960, *Pouyamba, village Banda en savane centrafricaine*, Paris, B.D.P.A.
- GONDARD-DELCROIX C., ROUSSEAU S., 2004, Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques : une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar, *Développement Durable et Territoires*, Dossier 3, février.
- HAUBERT M., dir, 1999, *L'avenir des paysans. Les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*, Paris, IEDES, PUF, 187.
- KALCK P., 1959, *Réalités oubanguiennes*, Paris, Berger-Levrault, Coll. Modes d'Outre-Mer, Série Nations, 356.
- KLASEN S., 2000, Measuring Poverty and Deprivation in South Africa, *Review of Income and Wealth*, Vol. 46, N°1, March, 33-58.
- LALLAU B., *Quelle viabilité pour une agriculture familiale marginalisée ? Le cas des populations Banda de la région d'Alindao (RCA)*, Thèse de Doctorat, Lille 1, 1996.
- LALLAU B., 2003, *Quels acteurs pour l'innovation cotonnière ? Enseignements de l'échec centrafricain*, XIXe journées de l'Association Tiers-Monde, Paris, 2-3-4 juin 2003, à paraître.
- LOLLIVIER S., VERGES D., 1997, Pauvreté d'existence, monétaire ou subjective sont distinctes, *Economie et Statistique*, 308-309-310, 113-142.
- MINISTERE DES FINANCES, 1994, *Enquête socio-culturelle sur les valeurs, attitudes et comportements des populations rurales face aux projets de développement, Rapport final*, Bangui, Projet Dimensions sociales de l'ajustement et du développement, Mai, 77.
- MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, 2001, *Enquête à indicateurs multiples, Rapport final*, Bangui, avril, 306.
- NARAYAN D, CHAMBERS R, SHAH M, PETESCH P, 1999, *Global synthesis. Consultations with the Poor*, World Bank, Poverty Group, September 20, 46.
- NUSSBAUM M., 2000, *Women and Human Development. The Capabilities Approach*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PLATTEAU J-P., 2003, *Droits de propriété et gestion efficace des ressources naturelles*, Les séminaires de l'Iddri, n°10, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, Paris, juillet.

- PNUD, 2003, *Making global trade work for people*, PNUD, Earthscan Publications.
- ROUSSEAU S., 2003, Capabilités, risques et vulnérabilité, in Dubois J-L., Lachaud J-P., Montaud J-M., Pouille A., dir., *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, 11-22.
- SEN A., 1985, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North-Holland, Coll. Professor Dr. P. Hennipam Lectures in Economics, vol. 7, 130.
- SEN A., 1992, *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.
- SEN A., 2000, *Un nouveau modèle économique*, Paris, Odile Jacob.
- WORLD BANK, 1998, Central African Republic Poverty Note, Report N°18134-CA, 30 juin, 37.
- WORLD BANK, 2000, *République Centrafricaine, Profil de la pauvreté*, Unité Développement humain, Bureau régional Afrique, Janvier, 63.
- YUNG J-M., 1989, Aperçus sur les comportements des producteurs de coton en RCA, Paris, SEDES, mai, 159.

NOTES

1. Deux précisions peuvent être apportées. En premier lieu, ces deux villages ont aussi été choisis parce que présentant à la fois des similitudes (enclavement, pauvreté) mais aussi des différences (conditions agroclimatiques en particulier), contribuant ainsi à la richesse de l'analyse. En second lieu, les données exploitées ici sont déjà assez anciennes (milieu des années 90), mais, d'une part, elles n'ont pas été exploitées à ce jour, d'autre part, cette ancienneté ne nuit pas, selon nous, à l'intérêt analytique de la démarche.
2. Les capabilités représentent « l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non » (Sen, 1992, 12). Pour une synthèse du cadre conceptuel d'Amartya Sen : Gondard-Delcroix, Rousseau, 2004, dans ce même dossier.
3. Ce classement a été établi en fonction du nombre de citations obtenues pour chacun des cinq principaux critères avancés par les habitants. Aucune différence significative de classement n'a été relevée entre les deux villages.
4. Sur les différences entre pauvretés subjective, d'existence et monétaires : Lollivier, Verges, 1997.
5. A ce niveau, les réalités observées dans ces deux villages sont proches des données plus globales fournies par les études réalisées dans le cadre de la Dimension Sociale de l'Ajustement, au milieu des années 1990 (Ministère des Finances, 1994), et, plus récemment, par celles destinées à établir le profil de la pauvreté centrafricaine (World Bank, 1998 et 2000) ou encore à mesurer l'ampleur des atteintes au capital naturel (Beina, 2000). L'approche qualitative permet en outre de mieux cerner les contours du capital social, sur lequel les données agrégées donnent peu d'informations.
6. Dans ce paragraphe dotation initiale et accessibilité sont étudiés conjointement du fait de leur interrelation empirique, qui ébauche déjà l'idée d'un cercle vicieux : la faiblesse des dotations initiales briderait l'accès à de nouvelles dotations, c'est-à-dire à une logique de capitalisation. Cette hypothèse sera réexaminée dans la troisième section.
7. Sur un plan analytique et pour reprendre les quelques considérations avancées dans le paragraphe précédent, cette cinquième place de l'école met bien en évidence les

ambiguïtés de l'approche subjective de classement des préférences ; les contraintes objectives (enclavement, déliquescence du système éducatif) pèsent bien entendu sur ce jugement, qui ne signifie donc pas que les parents se désintéressent *a priori* de la scolarisation. On est, dans ce cas, en présence de préférences adaptatives.

8. Un enclavement qui va au-delà de cette carte, car c'est bien la RCA dans son ensemble qui est enclavée.

9. Un seuil de pauvreté centrafricain n'a été établi que très récemment. Il se fonde sur une estimation des dépenses moyennes de consommation à Bangui (World Bank, 2000).

10. Remarquons que ces aptitudes ne sont pas sans lien avec les dotations ; on sait par exemple que certaines carences alimentaires limitent le développement intellectuel de l'enfant.

11. Quelques points méritent d'être soulignés, et ont été largement développés ailleurs (Lallau, 1996). En premier lieu, la disposition des villages le long des pistes implique souvent une distance de plusieurs kms entre habitation et champs vivriers. Cela transforme de fait l'agriculteur en portefaix, alors même que la force de travail disponible est réduite. De plus, le système cultural itinérant induit chaque année des opérations de défrichement très consommatrices de temps. Enfin, sur des sols souvent dégradés, les productions obtenues sont peu abondantes, et non seulement les rendements sont médiocres, mais la productivité du travail elle-même (incluant les temps de déplacement) se révèle très faible. Peut-on alors parler d'agriculture extensive ? Oui si l'on considère la faiblesse du travail disponible. Mais c'est justement cette faiblesse qui, combinée avec des moyens peu démultiplicateurs et une logique itinérante, limite fortement les superficies mises en culture (environ 1,5 hectares de terres incluses dans la rotation). Les agriculteurs cherchent ainsi à maximiser la productivité du travail, dans un système qui ne le leur permet guère (Yung, 1989).

RÉSUMÉS

Cet article se propose d'approfondir la relation qui existe entre pauvreté et durabilité. Il se fonde sur des données issues d'enquêtes qualitatives menées par l'auteur en République Centrafricaine (RCA) et sur un cadre conceptuel mettant les capacités de choix des individus au centre de l'analyse. Ces capacités sont limitées par la faiblesse des dotations en capital (monétaire, physique, naturel, humain, social), mais aussi par le manque d'opportunités rencontrées (marchés imparfaits, Etat défaillant, développeurs absents). Elles conduisent les individus à privilégier une gestion du risque à court terme, préjudiciable non seulement aux écosystèmes exploités, mais aussi à l'intégration économique, à la cohésion sociale et au développement humain. Un cercle vicieux se dessine alors, pauvreté et non durabilité se renforçant mutuellement.

This article explores the relationship between poverty and sustainability. The study is based upon qualitative research conducted in CAR and a conceptual framework that emphasizes individuals' choice capabilities. These capabilities are limited by low endowment in capital (financial, physical, natural, human, and social), and by the lack of opportunities (imperfect markets, government failure, lack of development funds). Consequently, individuals tend to

favor a short term risk management strategy which leads to non sustainability. This strategy impacts not only ecosystems, but also economic integration, social cohesion and human development. Poverty and non sustainability reinforce each other, illustrating a cumulative causation process.

INDEX

Mots-clés : durabilité, capacités de choix, pauvreté rurale

Keywords : capabilities, sustainability, rural poverty

AUTEUR

BENOÎT LALLAU

Institut Supérieur d'Agriculture, 48 boulevard Vauban, 59046 Lille Cédex, B.LALLAU@isa-lille.fr